

Dépôt de rapports

pêche indépendante, distinctes de celles qui appartient aux entreprises de transformation, compte-t-il annoncer un programme en vue de remplacer en partie notre flotte désuète et développer la pêche côtière et hauturière? Dans l'affirmative, quand annoncera-t-il le lancement de ce vaste projet d'expansion de notre flotte?

M. LeBlanc (Westmorland-Kent): Monsieur l'Orateur, le député fait exactement ce que la presse fait depuis deux mois et demi. Il fait des conjectures sur un projet qui n'existe pas encore, à ma connaissance, car je ne l'ai pas vu. Il va de soi que, par courtoisie envers les ministres des Pêches de la côte est, je devrai prendre connaissance de leurs propositions avant de présenter mon propre plan. J'ai l'intention de séparer les opérations de pêche proprement dites de celles de transformation, afin que cette industrie appartienne vraiment aux pêcheurs.

Des voix: Bravo!

* * *

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**LES AMENDEMENTS AU BILL C-11**

M. l'Orateur: Comme en témoigne la page 1571 du harsard du 5 décembre 1977, le ministre des Finances a présenté des amendements à l'article 14 et aux articles suivants du bill C-11 qui est actuellement à l'étude. On avait alors ordonné que cette liste d'amendements soit imprimée au harsard comme si le ministre en avait donné lecture.

Je regrette de devoir dire à la Chambre que c'est une autre liste d'amendements qui a été imprimée au harsard à la suite d'une erreur administrative, ce qui posera peut-être des problèmes aux députés qui essaieront de suivre le débat aujourd'hui et les prochains jours en comité plénier. Afin d'essayer de limiter les dégâts j'ai ordonné que l'on fasse des copies des amendements qui ont été déposés par le ministre des Finances, et la bonne liste sera distribuée à tous les députés qui veulent l'utiliser pour le débat d'aujourd'hui.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA COMMISSION DU TEXTILE ET DU VÊTEMENT**DÉPÔT DE TROIS RAPPORTS**

L'hon. Jack Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en conformité de l'article 41(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer trois rapports de la Commission du textile et du vêtement sur les serviettes éponge en coton tissé, les chapeaux et les casquettes et les gants de travail.

[M. Crouse.]

[Français]

LE REVENU NATIONAL**DÉPÔT DE LA COPIE D'UNE LETTRE DU MINISTÈRE À UN DÉPUTÉ**

M. Yves Demers (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, en vertu des dispositions du paragraphe (2) de l'article 41 du Règlement, j'ai l'honneur de déposer la copie d'une lettre datée du 5 décembre 1977 de l'honorable ministre du Revenu national à l'honorable député de Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo.

* * *

[Traduction]

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA**MESURE MODIFICATIVE TENDANT À FAIRE DROIT À CERTAINES CATÉGORIES D'ÉLECTEURS**

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra) demande à présenter le bill C-408, tendant à modifier la loi électorale du Canada.

—Monsieur l'Orateur, ce bill n'est qu'une reprise du bill que j'ai présenté l'année dernière. J'ai constaté que l'on n'a pas encore tenu compte des modifications à la loi électorale du Canada prévues dans le bill C-5. Mon projet de loi vise à faire droit à certaines catégories d'électeurs.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LOI ASSURANT UN TAUX D'ÉCHANGE ÉQUITABLE**MESURE RELATIVE AU TAUX D'ÉCHANGE ACCORDÉ AUX TOURISTES AMÉRICAINS**

M. Bob Kaplan (York-Centre) demande à présenter le bill C-409, visant à assurer un taux d'échange équitable.

—Monsieur l'Orateur, des sondages sur le tourisme révèlent que les touristes américains trouvent le Canada de moins en moins accueillant, notamment parce qu'on leur accorde souvent un taux de change inéquitable. Le bill a pour objet de rendre illégal le fait de changer des dollars américains à un taux s'écartant de plus de 2 p. 100 du taux officiel offert dans les banques canadiennes.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

LE COMITÉ DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**MOTION PORTANT RÉUNIONS DU COMITÉ**

L'hon. Francis Fox (solliciteur général) propose:

Que le comité permanent de la justice et des questions juridiques soit autorisé à tenir, au cours du mois de décembre 1977, des réunions à huis clos afin d'étudier le rapport intérimaire du solliciteur général suite aux recommandations du sous-comité sur le régime d'institutions pénitentiaires au Canada et de faire rapport.